

Titre III : Transports Aériens Commerciaux non Réguliers.

Article 21 :

a) Chaque partie contractante accordera aux entreprises intéressées de l'autre partie contractante l'autorisation d'effectuer des transports aériens commerciaux non réguliers en provenance ou à destination de son territoire, sans leur imposer les réglementations, conditions et restrictions prévues au 2e alinéa de l'article 5 de la convention, lorsque ces aéronefs sont utilisés pour l'une des activités suivantes :

1° Transports effectués à des fins humanitaires ou en cas de nécessité impérieuse ;

2° Transports de passagers par taxi aérien, à caractère occasionnel et effectués à la demande à condition que l'aéronef ne comporte pas une capacité de plus de six sièges, que la destination soit choisie par le ou les preneurs et qu'aucune partie de ladite capacité ne soit cédée au public;

3° Transports effectués par des aéronefs dont toute la capacité est louée par une même personne physique ou morale pour le transport de son personnel ou de ses marchandises, pourvu qu'aucune partie de cette capacité ne soit cédée à un tiers ;

b) Il en est de même pour les aéronefs utilisés pour l'une de activités suivantes :

1° Transports exclusifs de fret ;

2° Transports de passagers entre régions qui n'ont pas entre elles de liaisons par services aériens réguliers ;

3° Transports isolés, étant entendu qu'aux termes du présent alinéa aucun transporteur ou groupe de transporteurs n'a droit pour l'ensemble des aéronefs dont il dispose, à plus d'un transport par mois entre deux mêmes centres de trafic.

Toutefois, chaque partie contractante peut exiger l'abandon des activités prévues au paragraphe b) du présent article si elle estime que celles-ci sont préjudiciables aux intérêts de ses services aériens réguliers.

De plus, en ce qui concerne l'activité mentionnée à l'alinéa 2° du présent paragraphe, chaque partie contractante peut définir librement l'étendue des régions (notamment le ou les aéroports considérés) et modifier cette définition à tout moment.

Article 22 : Les Etats contractants conviennent en outre que dans les cas non couverts par l'article 21 une autorisation préalable pourra être exigée pour les transports aériens non réguliers, le délai dans lequel la demande doit être déposée ne dépassant pas deux jours ouvrables dans le cas d'un transport isolé ou d'une série de quatre transports au plus, un délai plus long pourra être spécifié s'il s'agit d'une série plus importante de transports.

Disposition Finale.

Article 23 : Le présent accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle les deux parties contractantes se seront mutuellement notifié l'accomplissement des formalités constitutionnelles qui leur sont propres. En foi de quoi les plénipotentiaires des deux parties ont signé le présent accord.

Fait à Rabat, le 19 mai 1961.

Pour le Maroc, Ben Barka Abdelkader.

Pour le Luxembourg, Pierre Hamer.